



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement**

Affaire suivie par : Suzanne BATONNAT

☎ : 04.56.59.49.21

☎ : 04.56.59.49.96

✉ : suzanne.batonnat@isere.gouv.fr

**A R R E T E**  
**DE MISE EN DEMEURE**  
**N° 2012201-0020**

Le Préfet de l'Isère

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau » modifiée ;

**VU** l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités de stockage de céréales, d'engrais et de fabrication de farines et d'aliments pour animaux exercées par la SA GAIC F.CHOLAT au sein de son établissement situé 1 310 route de Thuile sur la commune de MORESTEL et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-3212 du 12 mai 2000 ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, en date du 25 juin 2012, établi à la suite d'une visite d'inspection courante effectuée le 18 juin 2012 sur le site ;

**CONSIDERANT** le non respect par la SA GAIC F.CHOLAT dans l'exploitation de son établissement situé à MORESTEL d'une part des prescriptions de l'article 2.5.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-3212 du 12 mai 2000 concernant le contrôle annuel des émissions de poussières, et d'autre part de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 concernant la réalisation annuelle d'une analyse des causes possibles des événements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie ;

**CONSIDERANT** que le non respect des dispositions prévues par les 2 arrêtés susvisés est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** – La SA GAIC F. CHOLAT (siège social : 1 310 route de Thuile - 38510 MORESTEL) est mise en demeure de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter :

- les prescriptions de l'article 2.5.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-3212 du 12 mai 2000 concernant le contrôle annuel des émissions de poussières, sous le délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 concernant la réalisation annuelle d'une analyse des causes possibles des événements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie, dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté s'agissant de l'analyse sur l'année 2011.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 4** – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**ARTICLE 5** – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de LA TOUR DU PIN, le Maire de MORESTEL et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SA GAIC F.CHOLAT.

FAIT à GRENOBLE, le 19 JUIL. 2012

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général adjoint

Bruno CHARLOT